

MG

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

AVIS 48.914/4  
DU 8 DÉCEMBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 9 novembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant les catégories du permis de conduire, le modèle du permis de conduire et les conditions pour les examinateurs, conformément à la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

\*

\*            \*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

#### Formalités préalables

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements régionaux.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements régionaux et datées, tout comme la demande d'avis, du 9 novembre 2010.

2. Compte tenu de son impact budgétaire, le projet doit être soumis à l'accord du Secrétaire d'État au Budget. Ne figure toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que la copie de la demande d'accord qui lui a été adressée, en date du 9 novembre 2010 également.

3. Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de ces deux formalités préalables.

#### Observation générale

La section de législation se demande s'il ne conviendrait pas, afin de mieux respecter la terminologie de la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relatif au permis de conduire (ci-après dénommée la directive 2006/126/CE) ainsi que d'assurer la cohérence entre les modifications apportées à diverses dispositions de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire (ci-après dénommé l'arrêté royal du 23 mars 1998) et le modèle « carte de permis de conduire » tel qu'établi par l'annexe I de la directive 2006/126/CE et par l'annexe 1 en projet de l'arrêté royal du 23 mars 1998 (article 64 et annexe 1 du projet d'arrêté) d'utiliser les mêmes sigles (par exemple « CE », « DE », « C1E », « D1E » et « DE » au lieu de « C+E », « D+E », « C1+E », « D1+E » et « D+E ») que ceux repris dans la directive 2006/126/CE.

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet d'arrêté examiné.

#### Observations particulières

##### Dispositif

##### Article 1<sup>er</sup>

1. L'article 1<sup>er</sup> du projet dispose que celui-ci « transpose la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relatif au permis de conduire ».

Cet article vise à transposer l'article 16, paragraphe 3, de la directive 2006/126/CE, lequel énonce :

« 3. Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Elles contiennent également une mention précisant que les références faites, dans les dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur, à la directive abrogée par la présente directive s'entendent comme faites à la présente directive. Les modalités de cette référence, et sa formulation, sont arrêtées par les États membres. »

La disposition à l'examen omet donc de transposer la deuxième phrase de l'article 16, paragraphe 3, précité. Cette omission peut cependant être acceptée, si aucune disposition législative, réglementaire ou administrative fédérale ne fait référence à la directive 91/439/CEE du Conseil, du 29 juillet 1991, relative au permis de conduire, que la directive 2006/126/CE abroge <sup>1</sup>.

2. Par ailleurs, afin que le droit positif fasse mieux ressortir dans le texte même de l'arrêté modifié que celui-ci, tel qu'il est modifié par le projet, assure la transposition de la directive 2006/126/CE, il convient de compléter également l'article 3 du projet pour y insérer dans la phrase introductive de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 23 mars 1998 les mots « , qui transpose la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relatif au permis de conduire : » <sup>2</sup>.

#### Article 22

Au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 26<sup>quater</sup> en projet, il y a lieu de remplacer les mots « le SPF Mobilité et Transports » par les mots « le ministre ou son délégué ».

L'observation vaut pour la suite du projet.

#### Article 45

L'article 45 du projet vise à insérer non pas un mais trois alinéas dans l'article 64 de l'arrêté royal du 23 mars 1998. La phrase liminaire doit être corrigée en ce sens.

---

<sup>1</sup> En droit interne, les références doivent, en principe, être faites aux textes qui assurent la transposition des directives plutôt que de viser directement ces dernières.

<sup>2</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet "Technique législative", formule F 4-1-2-3, 3<sup>e</sup> alinéa, que l'avis adapte au cas d'espèce.

### Article 70

Au point I. 1. 2°, de l'annexe 6 de l'arrêté royal du 23 mars 1998, plutôt que de remplacer le mot « A », il convient d'insérer les mots « , A1, A2, A ».

Le mot « A » y a, en effet, été supprimé lors de la modification opérée par l'article 27, 1°, de l'arrêté royal modificatif du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

L'article 70, c), du projet sera modifié en ce sens.

### Annexes

#### Annexes 1 et 2

Une version en langue allemande est jointe aux textes français et néerlandais de l'annexe 1 du projet.

Il serait plus conforme à l'article 56, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, d'omettre cette version allemande de l'annexe 1 du projet.

Par contre, le nouveau modèle de permis de conduire en langue allemande peut être repris tant dans la version française que dans la version néerlandaise de cette annexe.

L'annexe 2 du projet appelle la même observation.

### Observation finale

Dans le projet d'arrêté, le terme "euro" s'accorde en français.

-----

La chambre était composée de

|           |              |                       |
|-----------|--------------|-----------------------|
| Messieurs | P. LIÉNARDY, | président de chambre, |
|           | J. JAUMOTTE, | conseillers d'État,   |
|           | L. DETROUX,  |                       |
| Madame    | C. GIGOT,    | greffier.             |

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

-----

ADVIES 48.914/4  
VAN 8 DECEMBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 9 november 2010 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van de rijbewijscategorieën, het rijbewijsmodel en de voorwaarden voor examinatoren, ingevolge richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

\*  
\*       \*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### Voorafgaande vormvereisten

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de drie gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevinden zich evenwel alleen de afschriften van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn gericht en die net als de adviesaanvraag 9 november 2010 zijn gedateerd.

2. Gezien de budgettaire weerslag van het ontwerp moet het voor goedkeuring worden voorgelegd aan de staatssecretaris voor Begroting. In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevindt zich evenwel alleen het afschrift van de goedkeuringsaanvraag die hem is toegestuurd en die tevens dateert van 9 november 2010.

3. De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat die twee voorafgaande vormvereisten volledig vervuld zijn.

### Algemene opmerking

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of het niet geraten zou zijn, teneinde dichter bij de terminologie te blijven van richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs (hierna richtlijn 2006/126/EG genoemd) en te zorgen voor samenhang tussen de wijzigingen die worden aangebracht in verschillende bepalingen van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs (hierna het koninklijk besluit van 23 maart 1998 genoemd) en het "kaartmodel van het rijbewijs", zoals opgemaakt door bijlage I van richtlijn 2006/126/EG en door de ontworpen bijlage 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 (artikel 64 en bijlage 1 van het ontwerpbesluit), dezelfde symbolen te gebruiken als die vermeld in richtlijn 2006/126/EG (bijvoorbeeld "CE", "DE", "C1E", "D1E" en "DE" in plaats van "C+E", "D+E", "C1+E", "D1+E" en "D+E").

Die opmerking geldt voor het hele ontwerpbesluit dat thans wordt onderzocht.

### Bijzondere opmerkingen

#### Dispositief

#### Artikel 1

1. Artikel 1 van het ontwerp bepaalt dat dit "voorziet in de omzetting van richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs".

Dit artikel strekt tot omzetting van artikel 16, lid 3, van richtlijn 2006/126/EG, dat het volgende bepaalt :

"3. Wanneer de lidstaten die bepalingen aannemen, wordt in die bepalingen zelf of bij de officiële bekendmaking daarvan naar deze richtlijn verwezen. In de bepalingen wordt tevens vermeld dat verwijzingen in bestaande wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen naar de ingetrokken richtlijnen gelden als verwijzingen naar de onderhavige richtlijn. De regels voor deze verwijzing en de formulering van deze vermelding worden vastgesteld door de lidstaten".

De voorliggende bepaling laat dus na de tweede zin van voornoemd artikel 16, lid 3 om te zetten. Dat is evenwel aanvaardbaar indien in geen enkele wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling van de federale overheid verwezen wordt naar

richtlijn 91/439/EEG van de Raad d.d. 29 juli 1991 betreffende het rijbewijs, die bij richtlijn 2006/126/EG wordt opgeheven <sup>1</sup>.

2. Bovendien behoort, opdat het positieve recht beter in de tekst zelf van het gewijzigde besluit tot uiting brengt dat dit, zoals het gewijzigd wordt door het ontwerp, richtlijn 2006/126/EG omzet, ook artikel 3 van het ontwerp zo te worden aangevuld dat in de inleidende zin van artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 worden ingevoegd de woorden ", dat richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs : omzet : " <sup>2</sup>.

#### Artikel 22

In paragraaf 2, eerste lid, van het ontworpen artikel 26<sup>quater</sup> moeten de woorden "de FOD Mobiliteit en Vervoer" vervangen worden door de woorden "de minister of diens gemachtigde".

Deze opmerking geldt ook voor de rest van het ontwerp.

#### Artikel 45

Artikel 45 van het ontwerp voegt niet één maar drie leden in artikel 64 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998. De inleidende zin moet aldus worden gecorrigeerd.

#### Artikel 70

In punt I.1.2°, van bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 moet niet het woord "A" worden vervangen, maar moeten de woorden ", A1, A2, A" worden ingevoegd.

Het woord "A" is daarin immers geschrapt bij de wijziging ingevoerd door artikel 27, 1°, van het koninklijk wijzigingsbesluit van 1 september 2006.

---

<sup>1</sup> In het interne recht moet in beginsel verwezen worden naar de regelingen die zorgen voor de omzetting van de richtlijnen, in plaats van rechtstreeks naar die richtlijnen.

<sup>2</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-1-2-3, derde lid, dat in het advies aangepast wordt aan het betreffende geval.

Artikel 70, c), van het ontwerp moet in die zin worden gewijzigd.

### Bijlagen

#### Bijlagen 1 en 2

Bij de Franse en de Nederlandse tekst van bijlage 1 bij het ontwerp is een Duitse versie gevoegd.

Artikel 56, § 1, eerste lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, zou beter in acht genomen worden indien die Duitse versie van bijlage 1 bij het ontwerp zou vervallen.

Daarentegen mag het nieuwe model van rijbewijs in het Duits zowel in de Franse als in de Nederlandse tekst van die bijlage worden opgenomen.

Dezelfde opmerking geldt voor bijlage 2 bij het ontwerp.

### Slotopmerking

In de Franse tekst van het ontwerpbesluit krijgt het woord "euro" de meervoudsvorm zodra het om meer dan één euro gaat.

-----

De kamer was samengesteld uit

|          |              |                  |
|----------|--------------|------------------|
| De Heren | P. LIÉNARDY, | kamervoorzitter, |
|          | J. JAUMOTTE, | staatsraden,     |
|          | L. DETROUX,  |                  |
| Mevrouw  | C. GIGOT,    | griffier.        |

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY